

Thème 5 – Les Français et la République

Question 1 – La République, trois républiques

Cours 1

L'enracinement de la culture républicaine (les décennies 1880 et 1890)

I La République, la démocratie et les libertés

1. La France devient une démocratie parlementaire

- Les républicains imposent dans les années 1880 un nouveau régime politique en France, la démocratie parlementaire. Celle-ci se fonde sur le suffrage universel masculin : dans les mairies, les conseils généraux et au Parlement, les représentants du peuple sont élus selon le principe de la souveraineté nationale (c'est-à-dire le principe selon lequel la source d'autorité politique est la nation ou le peuple). Toutefois, le suffrage universel est exclusivement masculin : des mouvements pour le droit des femmes naissent, mais celles-ci sont toujours suspectes d'être sous l'influence de l'Eglise catholique, que la République souhaite limiter.
- Le pouvoir législatif est représenté par deux assemblées, la Chambre des députés et le Sénat. Elles votent les lois, élisent le Président de la République et contrôlent le pouvoir exécutif, puisque la Chambre des députés peut à tout moment renverser le gouvernement. La III^e République est donc un régime parlementaire dans lequel le principe de séparation des pouvoirs est respecté.
- Le Président de la République est le chef de l'Etat. En réalité, son pouvoir est faible et se limite à un rôle de représentation. C'est le gouvernement qui conduit les affaires du pays, mais celui-ci est responsable devant les deux assemblées.

2. Une République libérale

- Les Républicains se réclament de la Révolution Française, qui symbolise pour eux la victoire des libertés fondamentales et des droits de l'Homme contre l'Ancien Régime et son premier soutien, l'Eglise catholique. Cela ne signifie pas toutefois qu'ils puissent être désignés comme des révolutionnaires.
- Ils imposent et garantissent par des " lois républicaines " ce qu'ils considèrent comme des droits fondamentaux dans une démocratie libérale, tels le droit de propriété, le droit d'entreprendre et celui de travailler. Ces principes leur permettent de rallier à eux une partie de la bourgeoisie, laquelle se rend compte que le système républicain ne remet pas en cause sa prédominance ni ses valeurs dans le cadre de la société industrielle.
- Mais la République étend également les libertés publiques : les lois de 1881 imposent la liberté de la presse et celle des réunions publiques. En 1884, les syndicats peuvent se constituer librement - le premier à se constituer est la Confédération générale du travail (CGT). Cette loi permet la création d'associations ouvrières qui appuient les revendications des travailleurs au moment où, dix ans après la Commune, les mouvements ouvriers se réorganisent. Enfin, la loi de 1901 qui autorise la création d'associations permet la naissance de partis politiques modernes.

3. Les républicains dominant la vie politique

- Les républicains obtiennent des majorités de plus en plus larges. Parmi eux, les modérés, que leurs adversaires appellent " opportunistes ", sont majoritaires. Ils souhaitent consolider les acquis de la République, mais de façon progressive. Leurs principaux leaders sont Léon Gambetta et Jules Ferry.
- A gauche des " opportunistes ", les radicaux, dirigés par Georges Clemenceau, prennent une place croissante. Tout en défendant les valeurs de la République, ils sont favorables à des réformes plus importantes, notamment en faveur des classes populaires.
- Les républicains sont peu menacés par la droite, très affaiblie et divisée entre monarchistes et bonapartistes. Malgré l'opposition de nombreux catholiques, dont certains demeurent attachés à la monarchie, l'Église accepte la volonté de la majorité et se rallie à la République en 1892. Ce ralliement confirme les progrès des idées républicaines en France. A l'extrême gauche, le poids des socialistes révolutionnaires et des anarchistes est médiocre et ces mouvements sont éclatés.

II La République et la Nation

1. Assurer la cohésion nationale

- La modernisation des transports, en particulier le développement des routes et des chemins de fer, permet de rapprocher les régions et donc de renforcer la cohésion du territoire national. Cependant, certaines campagnes demeurent très enclavées.
- Pour renforcer le sentiment d'appartenance à une même nation, les républicains promulguent la loi du 26 juin 1889. Celle-ci donne la nationalité française à tout individu né sur le sol français (c'est le " droit du sol "). Elle interdit également de répudier la nationalité française, une pratique qui permettait à de nombreux jeunes hommes d'échapper à la conscription.
- De même, la loi de 1889 sur le " service militaire universel " permet le brassage de classes d'âges issues de toutes les régions et de l'ensemble des classes sociales. L'armée, même tenue par des officiers conservateurs, bénéficie du soutien des républicains. Le 14 juillet est d'ailleurs l'occasion, dans chaque ville de garnison, de montrer sa force lors des prises d'armes auxquelles sont associés d'éphémères " bataillons scolaires ", groupes d'écoliers âgés de onze à douze ans.

2. Le patriotisme républicain

- La propagande républicaine vante les bienfaits des valeurs et des lois imposées par la République à travers des tracts, des affiches et des journaux. L'essor de la presse et les progrès de la scolarisation permettent à ces écrits de toucher un public de plus en plus large.
- La loi scolaire de Jules Ferry, en 1882, laïcise l'école publique, devenue gratuite et obligatoire. L'enseignement doit transmettre aux enfants les valeurs de la République mais aussi lutter contre l'influence de l'Église (la République impose une sécularisation de la société française). Les jeunes français y apprennent la langue commune, qui se substitue aux patois locaux. Ils y acquièrent également les connaissances fondamentales. La scolarisation des filles progresse, notamment en 1880 avec la loi de Camille Sée qui permet la création des premiers lycées de jeunes filles. Mais celles-ci ne suivent pas le même enseignement que les garçons.
- Les maîtres laïcs, formés dans les écoles normales, enseignent aux enfants l'amour de la patrie, à travers leurs cours d'histoire, d'instruction civique et par la lecture d'ouvrages comme Le Tour de la France par deux enfants. Ils s'appuient également sur la

colonisation, présentée comme une œuvre civilisatrice et un projet assurant la puissance de la France.

3. Rituels et symboles de la nation républicaine

- Dès les années 1880, les Républicains inscrivent leurs valeurs dans des symboles et des rituels, afin de leur conférer un caractère officiel. Ainsi, la Marseillaise, chant de ralliement des Républicains, devient officiellement l'hymne français.
- Le 14 juillet est choisi comme fête nationale et des manifestations se mettent progressivement en place : revue des troupes par le président de la République, cérémonies officielles et fêtes populaires.
- Le caractère républicain du régime s'affirme également dans les lieux du pouvoir, comme dans les mairies, où l'on installe le buste de Marianne. Le Panthéon devient un monument laïc, qui accueille les grands hommes de la République. Victor Hugo y est inhumé en 1885 et en 1908, les députés décident d'y transférer les cendres d'Emile Zola.

III La République à l'épreuve des contestations et des crises

1. La montée de l'antiparlementarisme

- Les républicains sont peu menacés par la droite, très affaiblie et divisée entre monarchistes et bonapartistes. Cependant, les mécontentements liés aux difficultés économiques, aux scandales financiers et à l'instabilité gouvernementale entraînent une montée de l'antiparlementarisme dans les pays.
- Tirant profit de cette situation, le boulangisme, mouvement nationaliste et autoritaire, dénonce à la fin des années 1880 la classe politique et revendique une République dirigée par un chef fort. Le général Boulanger obtient quelques succès électoraux en 1889, mais il refuse de suivre ses partisans qui le pressent d'organiser un coup d'Etat.
- A l'extrême gauche, les socialistes révolutionnaires et les anarchistes, également antiparlementaristes, dénoncent la " République bourgeoise " et militent, violemment parfois, pour une révolution prolétarienne. Mais ces mouvements sont éclatés et minoritaires.

2. La question sociale

- Les gouvernements républicains prennent peu de mesures en faveur d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse du fait de la deuxième révolution industrielle. Les avancées concernant les droits sociaux, comme la réglementation du travail des femmes et des enfants, sont rares dans l'ensemble.
- Les républicains de gouvernement, les " opportunistes ", attachés au suffrage universel et à la laïcité défendent la stabilité sociale et le libéralisme économique. Soutenus par les milieux d'affaire et les classes moyennes, ils gagnent toutes les élections législatives de 1877 à 1898. Les radicaux, qui accèdent au pouvoir à la fin du siècle, réduisent la journée de travail à 11 heures, ce qui ne répond pas aux attentes des syndicats et des socialistes qui revendiquent la journée de 8 heures.
- Face aux conflits, les gouvernements alternent entre concessions et répression. Ainsi, Georges Clemenceau n'hésite pas à envoyer la troupe pour briser un mouvement de grève en 1908. Les progrès sociaux de la période sont souvent acquis à la suite de longues luttes.

3. L'affaire Dreyfus

- En 1894, un officier français, le capitaine Alfred Dreyfus, est accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'Allemagne. Malgré son innocence, il est condamné pour trahison, dégradé et déporté en Guyane.
- " L'affaire " éclate lorsque le vrai coupable, le commandant Esterhasy, est acquitté par un Conseil de guerre. Emile Zola publie " J'accuse " dans L'Aurore et une première pétition d'intellectuels convaincus de l'innocence de Dreyfus circule. La France se divise entre dreyfusards et antidreyfusards.
- Les partisans de Dreyfus, comme Clemenceau, Zola ou Jaurès, demandent la révision du procès au nom de la justice et des droits de l'homme. Ses adversaires, comme Charles Maurras, appartiennent principalement à la droite nationaliste et antisémite. Dreyfus est finalement gracié, mais ne sera réhabilité qu'en 1906. Cette victoire des dreyfusards confirme le processus d'enracinement de la République.